

NOUVELLE-CALEDONIE

GOUVERNEMENT

N° 2021- 665 /GNC

du 11 MAI 2021

REPUBLIQUE FRANCAISE

Haut-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie

12 MAI 2021

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Ampliations :

H-C	1
DTE	1
Intéressés	11
Archives	1

ARRETE

**admettant des entreprises au bénéfice de « l'allocation de soutien Covid-19 »
durant les périodes de confinement**

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 40/CP du 29 juin 2020 instituant des mesures de soutien aux secteurs durablement touchés par les conséquences économiques liées à la crise de la Covid-19 ;

Vu la délibération n° 4 du 5 juin 2019 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 2019-91D/GNC du 9 juillet 2019 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 2019-8270/GNC-Pr du 5 juillet 2019 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2019-8276/GNC-Pr du 5 juillet 2019 constatant la prise de fonctions du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2019-8440/GNC-Pr du 9 juillet 2019 constatant la prise de fonctions du vice-président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2020-469/GNC du 23 mars 2021 fixant les modalités de versement de « l'allocation de soutien Covid-19 » durant la période de confinement ;

Vu l'arrêté conjoint n° 2020-4516 du 28 mars 2021 modifiant l'arrêté n°2021-3538 du 8 mars 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n°2021-4592 du 1^{er} avril 2021 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 à l'intérieur de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu les demandes des 22, 23 et 24 mars 2021 présentées par les entreprises et les employeurs de gens de maison concernés, pour bénéficier de « l'allocation de soutien Covid-19 » durant les périodes de confinement fixées par arrêtés,

ARRETE

Article 1^{er} : Le bénéfice de « l'allocation de soutien Covid-19 » est accordé aux entreprises et aux employeurs de gens de maison qui subissent une baisse d'activité significative du fait de l'impossibilité pour eux, de mettre en place les mesures de prévention nécessaires pour protéger la santé des salariés ou de la clientèle durant les périodes de confinement allant du 8 mars à minuit au 10 avril 2021.

L'allocation est versée selon les modalités prévues aux articles 1^{er} à 9 de la délibération modifiée n° 40/CP du 29 juin 2020 susvisée.

Enseigne	Ridet	Secteur d'activité	Nombre de salariés concernés
CENTRE DE RADIOLOGIE SAVANNAH	0555037.001	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie	2
MARINE AUTO-ECOLE VKP	0535492.001	Enseignement de la conduite	3
WEISBACH STEPHANIE	1593130.00_	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	1
SARL DIBE	0974204.001	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	1
Michèle Lesca	1282000.01_	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	1
FORMAROUTE SARL / auto-école Ducos	743716.001	Enseignement de la conduite	1
LES SABLES DE NOUMEA	0432179.001	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	1
BERTHELOT Nathalie	65517_._	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	1
DU BOUCHER Elisa	7574000.0_	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	1
BARONI BAJON Cindy	0147172.000	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	1
Mme KISSLING Stéphanie	0060935.000	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	1

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie.

Le membre du gouvernement chargé du travail, de l'emploi, du dialogue social, de la formation et de l'insertion professionnelles, du suivi du XI^{ème} FED, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, et des relations avec le conseil économique, social et environnemental

Jean-Louis d'ANGLEBERMES

Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Thierry SANTA

N.B. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.